

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

D 346 EQUATEUR: ATTEINTES AU PLAN DE RESTRUCTURATION
DE L'ETAT

Le 6 décembre 1976, dans une allocution télévisée, le ministre de l'Intérieur équatorien faisait état de l'arrestation, le 27 novembre précédent, de vingt-huit personnes accusées d'atteinte à la sécurité de l'Etat.

Cette allocution, dont le texte intégral est donné ci-dessous, présente un double intérêt.

C'est en premier lieu le rapprochement que le colonel Bolívar Jarrin, ministre de l'Intérieur, fait entre cet événement et l'arrestation des dix-sept évêques de plusieurs nationalités en août dernier à Riobamba (cf. DIAL D 326, 327 et 331).

En second lieu, c'est l'interprétation qu'il donne du changement de politique intervenu avec la démission du général Lara, président de la République. On se souvient que le coup d'Etat de février 1972 avait amené au pouvoir une ligne militaire "à la péruvienne"; la découverte d'importants gisements de pétrole dans l'est du pays expliquait la réaction des militaires "nationalistes", soucieux de sauvegarder les intérêts économiques de l'Equateur, devenu membre de l'OPEP. Mais suite à une gestion politique affaiblie et aux pressions des milieux conservateurs, le général Lara était amené à démissionner le 11 janvier 1976, au profit d'une junte militaire apparemment moins "rigoureuse" dans ses principes nationalistes. La junte des trois chefs d'Etat-major des armées - l'amiral Alfredo Poveda Burbano, le général Guillermo Duran Arcentalles et le général Luis Lecro Franco - a proclamé l'état d'urgence, élaboré un "plan de restructuration juridique de l'Etat" et promis de rendre le pouvoir aux civils en 1977.

Dans son allocution télévisée, le ministre de l'Intérieur donne son point de vue sur l'avenir du plan de restructuration.

(Note DIAL)

DECLARATIONS TELEVISEES DU MINISTRE DE L'INTERIEUR
(6 DECEMBRE 1976)I- LES ANTECEDENTS

Les événements qui se sont succédés depuis le samedi 27 novembre et qui ont abouti à l'arrestation de vingt-huit personnes, s'inscrivent dans la perspective des faits suivants, dont l'importance est fondamentale.

D 346-1/7

A- La réunion de Quito et celle de Riobamba

La Nation équatorienne est au courant des activités et des buts que poursuivait la réunion tenue au Foyer Santa-Cruz de Riobamba, le 12 août 1976. Je ne peux que rappeler ici l'objectif final qu'elle s'était fixé, à savoir l'endoctrinement des paysans, des ouvriers, des étudiants et du plus grand nombre possible de citoyens; l'incitation à la grève générale, en révolte ouverte contre le gouvernement; et cela, en vue de la prise du pouvoir et de sa remise entre les mains de gens qu'ils ne connaissent même pas.

Pour la bonne compréhension de cet aspect, il faut souligner le rapport existant entre le groupe de San Isidro (1) et la réunion des évêques à Riobamba. Il y a des liens étroits entre l'un et l'autre, ce qui est aisément prouvé par les documents et les notes manuscrites saisies et par les participants à ces réunions:

1) Dans un carnet de notes appartenant à M. Luiz Gómez, nous avons trouvé la mention d'au moins une réunion de ce groupe tenue au Foyer Santa-Cruz de Riobamba.

2) Le secrétaire de la réunion des évêques était le prêtre José Gómez Izquierdo. Son frère, Luiz Gómez Izquierdo (2), est l'organisateur et le président de la réunion de San Isidro qui comptait également plusieurs autres membres de sa famille.

3) Mme Amalia Francisca Arízaga a été coordonnatrice de la réunion des évêques. Elle est aujourd'hui arrêtée au titre de sa participation à la réunion de San Isidro.

4) Mme Mercedes Augusta Román Campaña avait été arrêtée au Foyer Santa-Cruz de Riobamba en tant que participante de la réunion des évêques. Elle vient d'être de nouveau arrêtée en tant que participante de la réunion de San Isidro.

5) Plus avancé dans sa démarche, le groupe de San Isidro était prêt à déclencher la phase de la guérilla, mettant ainsi en danger la nation équatorienne; c'est là d'ailleurs la différence essentielle avec la réunion du groupe de Santa-Cruz à Riobamba.

6) Alors que la première réunion était faite avec des évêques et des prêtres étrangers, ainsi que quelques laïcs, à San Isidro ont été arrêtés un prêtre espagnol - Juan Casañas Guri, expulsé du pays le 1er décembre - et deux anciens prêtres, Octavio Latorre et Estuardo Arellano, aux penchants idéologiques bien connus.

7) Dans les documents saisis, il a été possible de relever des affirmations semblables dans l'une et l'autre réunions avec, y compris, des paragraphes transcrits presque littéralement de l'une à l'autre.

8) Enfin, le gouvernement sait que depuis les événements de Riobamba, le groupe de San Isidro a développé ses activités. Il se préparait désormais à agir dans la clandestinité, après avoir définitivement écarté l'hypothèse de former un parti politique, à cause des événements antérieurs. Mais il est évident qu'il travaillait déjà de façon souterraine.

(1) Les 28 personnes arrêtées le 27 novembre 1976 étaient en réunion à la Maison de retraites San Isidro de El Inca, dans les faubourgs de Quito. (N.d.T.)

(2) Ancien ministre des Finances sous le président Velasco Ibarra, avant le coup d'Etat militaire de 1972 qui devait amener au pouvoir le général Lara. (N.d.T.)

B- Réunions antérieures

Comme le prouvent les notes manuscrites des différents participants de la réunion du 27 novembre 1976, la première rencontre du groupe a eu lieu en janvier 1973. D'autres ont été ensuite réalisées et elles ont eu lieu cette année les 5 juin, 3 juillet, 17 juillet, 27 juillet, 7 août, 31 août, 1er septembre, 20 septembre, 29 septembre (à Guayaquil), 25 octobre (dans un faubourg de Guayaquil) et 15 novembre. Au cours de l'une de ces réunions il a été proposé de former un parti politique dont la naissance aurait été saluée par un communiqué ronéotypé. Mais l'idée a été abandonnée et il a été décidé de continuer dans la clandestinité.

C- Les personnes arrêtées

1) Il s'agit d'un groupe dont la constitution obéit à des règles faussées, puisqu'il est constitué d'éléments isolés de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche ne représentant en fait aucun parti. Nous nous trouvons en présence d'une stratégie et d'une tactique dont l'objectif est la perturbation de l'ordre public et la provocation de troubles. Ce groupe s'inscrit dans cette perspective aux noms différents. Ses membres peuvent être classés de la façon suivante.

2) Un prêtre espagnol a été arrêté et, après avoir été interrogé, aussitôt expulsé du territoire national.

3) Une citoyenne équatorienne, déjà impliquée dans les événements du 12 août dernier au Foyer Santa-Cruz de Riobamba et arrêtée une première fois en compagnie des évêques et des prêtres participants.

4) Une autre citoyenne équatorienne, qui a également joué un rôle actif lors de la réunion de Riobamba, en accueillant et en guidant les prêtres et les évêques qui arrivaient en Equateur et qui ont été très vite arrêtés. C'est cette personne, entre autres, qui s'est servie des signes particuliers de reconnaissance convenus au préalable.

5) Il faut faire une place spéciale à l'arrestation de deux anciens prêtres devenus aujourd'hui des militants politiques d'extrême-gauche.

6) Plusieurs activistes qui agissent depuis quelque temps en camouflant leur idéologie véritable et leurs vrais objectifs, et en s'infiltrant parmi les étudiants, les ouvriers, les paysans, etc.

7) M. Luiz Gómez Izquierdo, homme politique connu (2), qui a toujours dû se défendre des critiques sévères adressées par toutes les couches sociales du pays à cause de sa gestion désastreuse des affaires publiques, en particulier la dévaluation monétaire de 1970 qui avait eu des conséquences malheureuses dans les couches populaires en particulier, et qui avait une fois de plus servi les ambitions de quelques-uns.

8) Mme Magdalena Adoum, journaliste, qui a été remise en liberté après que la preuve eût été faite de sa présence à cette rencontre au titre professionnel.

9) Enfin, un petit groupe de jeunes qui étaient initiés à ce genre d'activités clandestines.

II- LES FAITS

Tout gouvernement se doit de garantir la sécurité nationale et d'assurer l'ordre public par des décisions et des actes destinés à neutraliser les groupes ou les individus qui tentent de troubler l'ordre et de le subvertir en vue de conduire le pays au chaos et à la ruine. C'est dans l'exercice de ce devoir que les organismes adéquats nous ont informés des activités d'un groupe d'individus; ceux-ci se réunissaient pour discuter de concepts politiques visant à l'unification des stratégies et des tactiques en vue d'une transformation violente de la société équatorienne. Ils voulaient s'ériger en guides de la nouvelle société révolutionnaire; ils se présentaient comme l'avant-garde des partis, des groupes et des classes sociales en général, ainsi que de ceux qu'ils poussaient à entrer dans leurs rangs.

Dans la tolérance et le sens de l'égalité qui caractérisent un gouvernement garant des libertés, ces réunions avaient été observées avec prudence et discrétion, pour voir dans quelle direction elles allaient s'orienter. Parce qu'ils ont abusé de la liberté politique, ses participants se sont mis à jouer leur propre jeu; ils se sont organisés de manière à mettre progressivement en oeuvre une opposition constante et clandestine à l'actuel gouvernement des Forces armées; ils se sont adonnés à des agissements subversifs en incitant à des arrêts de travail, à des grèves, à des enlèvements, à des actions terroristes, à des campagnes de dénigrement par des tracts anonymes, à l'infiltration dans l'administration pour y provoquer des sabotages, etc., etc.

Lors de leur dernière réunion, ils s'étaient assignés les objectifs suivants:

1) L'organisation d'un groupe agissant dans la clandestinité. Cela est amplement prouvé par les textes photocopiés et les notes manuscrites que nous allons vous présenter... Il est important de faire remarquer l'en-tête de cette feuille qui est la fiche de l'individu devenant membre de l'organisation clandestine. Puis cela continue avec les noms et surnoms; comme vous pouvez le noter, il est attribué à chacun un pseudonyme. Ensuite, il s'agit de préciser le niveau de clandestinité auquel il devra agir, ainsi que les autres données importantes de son "nouveau travail". Enfin, il est question du milieu dans lequel il exercera son action.

2) L'organisation fonctionne sur le type de la cellule et du compartimentage. Il faut rappeler que ce système est utilisé dans les organisations clandestines pour éviter, quand une cellule est mise à jour, la découverte par les forces de l'ordre des ramifications, car elles sont totalement ignorées des membres de la cellule identifiée. Vous savez qu'aucun parti politique légal n'est organisé sur la base d'une clandestinité permanente.

3) Il a été procédé à l'examen des documents d'étude portant sur la manipulation des masses et la conquête du pouvoir. Ce qui devrait être l'expression d'une recherche politique normale est ici devenu une déviation grave, si l'on rappelle qu'il s'agissait d'égarer les masses par des informations faussées, par de violentes provocations antigouvernementales, par des tracts diffamatoires à l'adresse de certains fonctionnaires ou organismes d'Etat. La preuve de cette diffamation est clairement établie par les notes manuscrites saisies.

4) Les résultats les plus intéressants des perquisitions sont constitués par la date des réunions tenues depuis 1973, par la longue liste des activistes et par l'organigramme des groupes clandestins que, pour des raisons évidentes, nous ne pouvons pas divulguer.

III- LES NORMES ETABLIES PAR LE GOUVERNEMENT

Il faut que tous les équatoriens connaissent parfaitement les dispositions que le gouvernement a prises pour l'étape historique de transition politique qu'il franchit actuellement et dont les effets se feront sentir pendant toute la période de temps prévue avant le retour à la vie constitutionnelle de la République. Ces dispositions doivent être présentes à l'esprit de chacun, de sorte qu'aucune confusion ne soit possible entre liberté et libertinage, entre tolérance et faiblesse, entre action politique et terrorisme, entre réforme sociale et atteinte aux droits d' autrui, etc. Conscient des activités que devront mener les partis politiques au cours de cette étape, et disposé à accorder à tous les citoyens une participation la plus grande possible, le gouvernement a établi les normes suivantes, qui sont, parmi d'autres, destinées à entrer en vigueur:

A- Ce qui est autorisé

- 1) La liberté d'expression, dans la seule limite et à l'unique condition du respect de la vérité, de la dignité des autres et de leurs droits;
- 2) La liberté de réunion, sous réserve d'en informer au préalable les autorités;
- 3) La liberté idéologique totale;
- 4) La liberté d'association, conformément aux normes légales.

Avec ces dispositions de base, le gouvernement estime que sont réunies toutes les garanties et les libertés nécessaires à la réalisation du programme de restructuration juridique de l'Etat, avec la participation entière des citoyens et sans restriction des droits qui doivent être maintenus.

B- Ce qui n'est pas permis

Malheureusement, des groupuscules d'éternels mécontents et d'adeptes ambitieux des idées étrangères ont, à plusieurs reprises, essayé de troubler l'ordre établi en se rassemblant avec des intentions inavouables et en utilisant des moyens allant jusqu'aux attentats criminels. C'est pourquoi, nous devons souligner maintenant ce qui n'est pas permis:

- 1) Les manifestations de rue;
- 2) Les activités clandestines ou secrètes;
- 3) Les agissements subversifs tels que mutineries, sabotages, terrorisme, occupations de terres et de biens appartenant à autrui, arrêts de travail, grèves illégales, bref tout ce qui contribue à égarer les citoyens, à provoquer le chaos ou à conduire à la lutte entre équatoriens;
- 4) Les campagnes utilisant les divers moyens de communication, y compris les tracts qui déforment la vérité pour égarer l'opinion publique;
- 5) Les campagnes de dénigrement dirigées contre les fonctionnaires et

les institutions publiques, dans le but de porter injustement atteinte au bon renom du gouvernement et de ses membres. Et, ce qui est pire et inutile, de diviser les Forces armées pour mieux les combattre;

6) Le manque de respect envers les autorités constituées, par des caricatures grotesques ou des descriptions outrancières, doublées de critiques fausses ne faisant ressortir que des agissements individuels.

Le gouvernement est comme toujours disposé à accepter les réclamations et les critiques des citoyens, à condition qu'elles soient faites de façon sérieuse et responsable, dans une attitude de respect et de soutien. L'insolence ne sera jamais admise, tout comme l'anonymat ou les menaces.

IV- LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE

Le fait que les Forces armées aient annoncé leur décision de rendre le pouvoir dans un délai de deux ans a provoqué la division des équatoriens en quatre groupes caractérisés:

1) Non au retour en arrière

Ce groupe de citoyens qui s'oppose à la remise du pouvoir par le gouvernement actuel, exige l'application de sa philosophie et de son plan: le Plan d'action qui, d'après eux, a été applaudi en 1972 par tous les équatoriens (3). Il faut ranger dans ce groupe le secteur ouvrier, le secteur paysan, bon nombre des chefs d'entreprise qui voient dans le gouvernement actuel une garantie pour leurs activités productives et de services au bénéfice de la population.

2) La remise immédiate du pouvoir

Le deuxième groupe est constitué de ceux qui sont d'accord avec la remise du pouvoir, mais en demandant que cela se fasse immédiatement. Il voudrait que soit nommé un président intérimaire, que soit convoquée une assemblée constituante classique, que le pays revienne à un pseudo régime démocratique, et qu'ainsi, une nouvelle fois, les Forces armées interviennent dans la chose publique, continuant par là le cercle vicieux de notre histoire passée. Dans ce groupe figurent deux partis politiques: les partisans de Velasco (4) et le Parti national révolutionnaire; avec un autre petit groupe, ils cherchent tout simplement et tout bonnement à provoquer le chaos pour mieux atteindre leurs fins.

3) Non à la dictature - Non au retour en arrière

Ce troisième groupe, composé d'éléments d'extrême gauche et d'extrême-droite, et appliqué à tout prix à semer l'anarchie, à provoquer le chaos et à conduire le pays à sa décomposition, ne fait rien d'autre, par ses agissements subversifs, que manifester ainsi son intention de placer le pays sous la dépendance directe d'une puissance étrangère.

4) Restructuration juridique de l'Etat et remise du pouvoir dans l'ordre

Le quatrième groupe est constitué des équatoriens qui acceptent la restructuration juridique de l'Etat proposée par le gouvernement, ainsi que la remise du pouvoir entre les mains de ceux qui sont choisis par la volonté souveraine du peuple dans les urnes. Dans ce groupe se trouvent

(3) Année de la prise du pouvoir par le Général Lara.(N.d.T.)

(4) Le président de la République José-Maria Velasco Ibarra, déposé en 1972. (N.d.T.)

presque tous les partis politiques, la plupart des secteurs industriels, agricoles et commerciaux, et de larges couches populaires.

V- POUR FINIR

Le gouvernement des Forces armées maintient sa décision de remettre le pouvoir dans les délais prévus. C'est pourquoi il a entrepris un certain nombre de démarches en vue de recueillir le soutien et la participation des partis politiques, ainsi que des organisations et institutions de base du pays.

Cependant, la réalisation de ce plan est évidemment conditionnée au maintien de la paix sociale, de l'ordre et de la tranquillité des citoyens. Ce sont là les éléments indispensables au développement et à la réussite du processus de restructuration juridique de l'Etat actuellement en marche.

Nous éviterons de retomber dans les erreurs du passé. Nous contrôlerons les groupes anarchisants qui cherchent à s'opposer au processus dans lequel tous les équatoriens sont engagés. Le traitement donné à ces groupes sera celui qui est réservé aux antipatriotes. Ils seront punis avec la plus grande rigueur en vertu du pouvoir conféré aux Forces armées.

En conséquence, les citoyens qui ont été arrêtés le 27 novembre dernier à la Maison de retraites San Isidro de El Inca, à Quito, sont coupables d'avoir gravement porté atteinte à la paix et à la sécurité de la République. Aussi, dans l'attribution des pouvoirs qui sont les siens et pour la sauvegarde des droits sacrés des équatoriens, le gouvernement des Forces armées décide de les sanctionner en raison directe de leur responsabilité individuelle.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel (Tarif 1977):

France 150 F - Etranger 175 FF (avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

Commission paritaire de presse: n° 56249

D 346-7/7